

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 24304 Numéro SIREN : 832 858 773 Nom ou dénomination : 2A Leasing
--

Ce dépôt a été enregistré le 30/06/2022 sous le numéro de dépôt 74292



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

2A LEASING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
2A LEASING
4-14, rue Ferrus - 75014 Paris

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

2A LEASING

4-14, rue Ferrus - 75014 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 2A LEASING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples

conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent

provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société
- à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



2A LEASING

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Paris La Défense,

KPMG S.A.

Isabelle Bousquie
Associé

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
Actif immobilisé				
Frais d'établissement				
Recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	185 034 235	47 293 647	137 740 588	97 460 175
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	4 228 194		4 228 194	12 689 192
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	59 900		59 900	59 900
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	189 322 329	47 293 647	142 028 682	110 209 267
Actif circulant				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	7 750		7 750	
Clients et comptes rattachés	6 996 364	898 979	6 097 385	4 094 579
Autres créances				
. Fournisseurs débiteurs				2
. Personnel				
. Organismes sociaux				
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	6 215 385		6 215 385	4 837 416
. Autres	3 902 472		3 902 472	2 609 447
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	12 994 454		12 994 454	5 385 868
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Charges constatées d'avance				
TOTAL (II)	30 116 426	898 979	29 217 446	16 927 312
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)				
TOTAL ACTIF (0 à V)	219 438 754	48 192 626	171 246 128	127 136 579

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 550 000)	550 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-11 846 270	-7 102 435
Résultat de l'exercice	-2 662 706	-4 743 835
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	5 068 895	3 700 553
Résultat de l'exercice précédent à affecter		
TOTAL (I)	-8 890 082	-8 045 718
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires	25 128 597	13 403 311
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts		
. Découverts, concours bancaires		453
Emprunts et dettes financières diverses		
. Divers	2 802 156	2 384 341
. Associés		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 113	302 401
Dettes fiscales et sociales		
. Personnel		
. Organismes sociaux	17 601	
. Etat, impôts sur les bénéfices	988 579	322 443
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	959 639	1 292 816
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres impôts, taxes et assimilés	76 229	22 019
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 925	44 925
Autres dettes	142 335 605	111 929 782
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	7 764 601	5 479 640
TOTAL (IV)	180 136 046	135 182 132
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)	165	165
TOTAL PASSIF (I à V)	171 246 128	127 136 579

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	France	Exportations	Total	Total
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	29 245 815		29 245 815	19 666 880
Chiffres d'affaires Nets	29 245 815		29 245 815	19 666 880
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges				
Autres produits			925	175
Total des produits d'exploitation (I)			29 246 740	19 667 054
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approv.)				
Autres achats et charges externes			558 041	536 756
Impôts, taxes et versements assimilés			109 995	31 362
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			22 917 633	17 163 661
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			352 792	418 792
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			4	627
Total des charges d'exploitation (II)			23 938 465	18 151 198
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			5 308 274	1 515 856
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances				
Autres intérêts et produits assimilés			2 288 409	44 905
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (V)			2 288 409	44 905
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			7 928 596	6 297 668
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			7 928 596	6 297 668
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-5 640 187	-6 252 763
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-331 912	-4 736 907

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 559 513	765 677
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 123	1 650 799
Total des produits exceptionnels (VII)	1 568 637	2 416 476
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 524	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 235 442	613 183
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 377 465	1 487 778
Total des charges exceptionnelles (VIII)	2 615 430	2 100 961
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-1 046 794	315 515
Participation des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	1 284 000	322 443
Total des Produits (I+III+V+VII)	33 103 785	22 128 435
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	35 766 491	26 872 270
RESULTAT NET	-2 662 706	-4 743 835
Dont Crédit-bail mobilier		
Dont Crédit-bail immobilier		

Annexes Légales 2021

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 171 246 128,07 euros.
et au compte de résultat de l'exercice dégageant une perte de 2 662 706,28 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Activité

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La conclusion, l'exécution et la gestion de contrats de location financière de matériels, de machines, et de biens d'équipement tant mobiliers qu'immobiliers, à usage professionnel, quel qu'en soit la nature.
- L'acquisition, la détention, la gestion desdits matériels, machines et biens, et leur mise à disposition aux utilisateurs sous forme de location.
- La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet social similaire ou connexe pour autant que ces opérations aient été expressément autorisées par l'associé unique ou la collectivité des associés ; et plus généralement ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels au 31 décembre 2021 ont été préparés dans un contexte évolutif de crise sanitaire et économique lié au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 de l'entité sont établis conformément au PCG 2014, présentés et évalués conformément aux règles et principes généraux définis par le règlement ANC n°2014-03 et ses amendements, les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes

- Linéaire pour les matériels d'occasion ou dont la durée normale d'utilisation est inférieure à trois ans
- Dégressif pour les matériels neufs.

Dans la mesure où la société acquiert une immobilisation non décomposable pour la céder avant l'achèvement de sa durée de vie, la société est donc conduite à constater :

- Soit des amortissements dérogatoires lorsque les dotations aux amortissements comptable sont inférieures aux dotations fiscales minimum
- Soit à procéder à des corrections extra comptables lorsque l'amortissement comptabilisé est supérieur à celui fiscalement admis.

Une vente rétroactive de 10 machines à F2J a été convenue avec une date de vente au 30 septembre 2020. Par conséquent, l'amortissement déjà comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2020 a été repris pour un montant de 14 522,58 euros, afin d'ajuster l'amortissement et de reconnaître la vente à la date de cession du 30 septembre 2020.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 04 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Les comptes annuels au 31 décembre 2021 ont été préparés dans un contexte évolutif de crise sanitaire et économique lié au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Par conséquent, les estimations comptables concourant à la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2021 ont été réalisées dans un environnement sujet à une incertitude accrue et il est possible que les résultats futurs des opérations de la société diffèrent des estimations effectuées au 31 décembre 2021.

Evènements postérieurs à la clôture

Bien que n'ayant pas d'activité en Ukraine ou en Russie, la société, comme tous les acteurs économiques, suit attentivement la situation qui se déroule en Ukraine et se conformera évidemment à toutes les sanctions et à toutes les lois applicables. La société ne dispose pas à ce stade, compte tenu du secteur et des zones géographiques dans lesquels elle opère, d'estimations sur l'impact potentiel de cette situation sur son activité mais elle pourrait être indirectement impactée sur l'exercice à venir du fait des conséquences potentielles sur l'économie mondiale.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	122 670 830		64 433 487
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	12 689 192		1 895 510
Avances et acomptes			
TOTAL	135 360 022		66 328 997
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	59 900		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	59 900		
TOTAL GENERAL	135 419 922		66 328 997

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions		2 070 082	185 034 235	
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	10 356 508		4 228 194	
Avances et acomptes				
TOTAL	10 356 508	2 070 082	189 262 429	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			59 900	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			59 900	
TOTAL GENERAL	10 356 508	2 070 082	189 322 329	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	25 210 654	22 917 633	834 640	47 293 647
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	25 210 654	22 917 633	834 640	47 293 647
TOTAL GENERAL	25 210 654	22 917 633	834 640	47 293 647

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 917 633			1 377 465	9 123
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier					
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	22 917 633			1 377 465	9 123
TOTAL GENERAL	22 917 633			1 377 465	9 123

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	3 700 553	1 377 465	9 123	5 068 895
TOTAL Provisions réglementées	3 700 553	1 377 465	9 123	5 068 895
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	546 187	352 792		898 979
TOTAL Dépréciations	546 187	352 792		898 979
TOTAL GENERAL	4 246 740	1 730 257	9 123	5 967 874
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		352 792 1 377 465	9 123	

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	1 930 521	1 930 521	
Autres créances clients	5 065 843	5 065 843	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	6 215 385	6 215 385	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	3 902 472	3 902 472	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	17 114 222	17 114 222	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	25 128 597	12 989 814		12 138 783
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers	2 802 156	2 802 156		
Fournisseurs et comptes rattachés	18 113	18 113		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 601	17 601		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	988 579	988 579		
- T.V.A	959 639	959 639		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	76 229	76 229		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 925	44 925		
Groupe et associés				
Autres dettes	142 335 605	6 688 623		135 646 982
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	7 764 601	7 764 601		
TOTAL GENERAL	180 136 046	32 350 281		147 785 765
Emprunts souscrits en cours d'exercice	19 575 657			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	8 115 328			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières CREANCES Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir :) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	1 050
TOTAL	1 050

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (dont avoirs à établir :)	561 421 2 773 431 18 090 93 830 80 000
TOTAL	3 526 772

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation		7 764 601
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL		7 764 601

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 000	100,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice	4 500	100,00
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	5 500	100,00

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	29 245 815
TOTAL	29 245 815

Répartition par marché géographique	Montant
France	23 268 341
Etranger	5 977 474
TOTAL	29 245 815

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-331 912	
Résultat exceptionnel (et participation)	-1 046 794	
Résultat comptable	-2 662 706	

Variation des capitaux propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Capital social	100 000		450 000		550 000
Report à nouveau	(7 102 435,43)	(4 743 834,99)			(11 846 270,42)
Résultat de l'exercice	4 743 834,99	4 743 834,99	(2 662 706,28)		(2 662 706,28)
Provision réglementées	(3 700 552,71)		1 368 341,80		5 068 894,51
TOTAL	(8 045 717,71)		(844 364,48)		(8 890 082,19)

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
IDINVEST SME INDUSTRIAL ASSETS SPAIN	60 000	311 832	99,83%	59 900	59 900			8 718 760	- 233 497	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

2A LEASING

Société par Actions Simplifiée au capital de 550.000 euros

Siège social : 4-14 rue Ferrus - 75014 PARIS

832 858 773 RCS PARIS

(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 27 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-deux,

Le vingt-sept juin,

La société **FIDUCIAIRE DE L'ORANGERIE**, société d'exercice libéral par actions simplifiée au capital social de 1.000 euros, dont le siège social est situé 11 rue Saint Florentin – 75008 Paris immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 830 886 651 RCS Paris,

Représentée par Monsieur **Yves-Marie RAVET**, dûment habilité à l'effet des présentes,

Associé unique de la Société (ci-après « **Associé Unique** »),

L'Assemblée est présidée par le président de la Société Monsieur Christophe BAVIERE,

La société KPMG SA, Commissaire aux comptes de la Société, régulièrement informée des présentes décisions de l'Associé Unique par le Président, est absente et excusée.

a préalablement exposé ce qui suit :

Monsieur **Christophe Bavière**, Président non associé de la Société, a établi et arrêté les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe ainsi que le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice social écoulé.

Ces documents ont été tenus, au siège social, à la disposition du Commissaire aux comptes, à compter du 15 juin 2022 et après avoir rappelé que le Commissaire aux comptes a été préalablement informé des présentes décisions.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021, le rapport de gestion du Président et les rapports du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels et sur les conventions visées par l'article L227-10 du Code de commerce ont été adressés à l'Associé Unique.

a pris les décisions suivantes :

ORDRE DU JOUR

- Examen du rapport de gestion sur l'activité de la société au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2021,
- Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2021 et quitus au Président,

- Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2021,
- Conventions visées à l'article L 227-10 du Code de Commerce, et
- Pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2021

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice social clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion et qui se soldent par une perte de (2.662.706) euros.

En conséquence, l'Associé Unique donne au Président quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quarter du Code Général des impôts, l'Associé Unique constate que la société n'a pas engagé, au cours de l'exercice écoulé, des dépenses et charges non déductibles visées à l'article 39-4 dudit Code.

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2021

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, décide d'affecter la perte de l'exercice social, d'un montant de (2.662.706) euros de la manière suivante :

- | | |
|---|--------------------|
| - Solde de l'exercice : perte | (2.662.706) euros |
| - Report à nouveau antérieur : déficitaire | (11.846.270) euros |
| - Affectation du déficit intégralement au compte « report à nouveau » | (2.662.706) euros |

En conséquence :

- Le solde du compte « report à nouveau » sera porté d'une somme déficitaire de 11.846.270 euros à une somme déficitaire de (14.508.976) euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes lors des trois exercices sociaux précédents.

Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Nous vous informons que la situation de la Société telle qu'elle résulte des comptes annuels de l'exercice écoulé laisse apparaître que les capitaux propres s'élèvent à la somme de (8 890 082) euros pour un capital social de 550.000 euros et qu'ainsi ils demeurent inférieurs à la moitié du capital social.

Conformément à l'article L225-248 du Code de Commerce, la société a entrepris les démarches de publicité relative à la poursuite de l'activité de la Société à la suite de la décision de l'Associé Unique du 21 juillet 2020.

TROISIEME DECISION

Approbation des conventions visées à l'article L227-10 du Code de commerce

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes mentionnant l'absence des conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, en prend acte purement et simplement.

QUATRIEME DECISION

Pouvoirs pour formalités

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur de copie certifiée ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'effectuer toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé Unique.

Associé Unique

La société **FIDUCIAIRE DE L'ORANGERIE**

Représentée par :

Monsieur Yves-Marie RAVET